

Déclaration Transatlantique

L'EUROPE DOIT INTERDIRE LE HEZBOLLAH

NOUS SOUSSIGNÉS, LÉGISLATEURS DES DEUX CÔTÉS DE L'ATLANTIQUE ET UNIS TOUS PARTIS CONFONDUS,

appelons l'Union européenne à désigner le Hezbollah dans son intégralité comme organisation terroriste. À la suite de l'attentat-suicide à la bombe perpétré en Bulgarie en 2012, qui a tué six personnes, l'UE n'a interdit que l'aile dite « militaire » du Hezbollah, sans pour autant soumettre le groupe terroriste à son mécanisme de sanctions.

Nous demandons donc instamment à l'UE de mettre fin à cette distinction trompeuse entre armes « militaires » et « politiques », distinction que le Hezbollah lui-même rejette, et d'interdire la totalité des actions de l'organisation.

Le **HEZBOLLAH**, allié le plus meurtrier du régime iranien, exploite un réseau terroriste mondial qui menace non seulement ses voisins mais aussi les démocraties occidentales. Rien qu'en Allemagne, le Hezbollah compte plus de 1 000 membres qui sont libres de lever des fonds en toute impunité. L'idéologie violente et antisémite du groupe empoisonne le tissu de nos sociétés pluralistes. C'est ce qu'on peut constater dans le cadre des marches annuelles de la « Journée d'Al-Qods » du Hezbollah où les appels à l'abolition de l'État juif font écho aux chapitres les plus sombres de l'histoire européenne.

Fondé et financé par Téhéran et soutenu par le crime organisé, le Hezbollah menace le Liban avec sa stratégie révolutionnaire iranienne. Par ailleurs, il répand la violence et la terreur dans toute la région. Le Hezbollah collabore avec le régime meurtrier d'Assad et est complice de crimes de guerre atroces qui ont vu des millions de Syriens tués, mutilés et chassés. Le groupe entraîne les milices chiites au Yémen et en Irak et leur fournit des armes. Violant la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU, le Hezbollah s'est réarmé jusqu'aux dents et demeure une milice indépendante au Liban. Il utilise sa propre population civile comme bouclier humain pour cacher quelque 150 000 missiles visant des civils israéliens.

Comme le démontrent les États-Unis, les Pays-Bas, le Canada, le Royaume-Uni, le Conseil de coopération du Golfe et la Ligue arabe, l'interdiction du Hezbollah n'empêche pas un engagement politique continu avec Beyrouth.

L'interdiction du Hezbollah ne « déstabilisera » pas non plus le pays, comme certains le prétendent à tort. L'inverse est vrai. La seule chance d'une réelle stabilité économique et politique au Liban repose sur la suppression de l'emprise du Hezbollah sur le pays. Les courageux manifestants libanais qui descendent dans la rue contre la corruption et la violence politique dénoncent précisément « l'État du Hezbollah au sein d'un État ». Ils méritent notre soutien total. Une interdiction par l'UE de cet allié de l'Iran contribuera à renforcer ces forces démocratiques.

Il incombe à l' **UNION EUROPÉENNE** qui défend la démocratie, les droits de l'homme et l'ordre international sur la base de règles, d'user de son pouvoir afin d'avertir le Hezbollah. Il en va de notre sécurité collective et de l'intégrité de nos valeurs démocratiques ! Il est temps d'agir !